



HAL
open science

Diversité et modernité des paysages agraires du Burundi

Hubert Cochet

► **To cite this version:**

Hubert Cochet. Diversité et modernité des paysages agraires du Burundi. Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou, 2000. <hal-02536666>

HAL Id: hal-02536666

<https://hal.science/hal-02536666v1>

Submitted on 8 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Diversité et modernité des paysages agraires du Burundi.

(H. Cochet, Institut National Agronomique Paris Grignon)

Unité et diversité des paysages agraires burundais.

Au-delà de l'unité apparente des collines burundaises, et de leur aspect si différent de bien des paysages agraires africains, un survol aérien du pays fait apparaître de multiples différences, des transitions brutales et finalement une sorte de mosaïque d'images contrastées.

Le découpage le plus simple du territoire burundais consisterait à ne retenir que cinq grands ensembles, essentiellement définis par les éléments du milieu naturel. Parmi eux, ce serait l'altitude qui imposerait la division du pays en régions basses, plutôt sèches et chaudes, en plateaux et versants tempérés et relativement bien dotés en matière de précipitations, et en montagnes fraîches et abondamment arrosées. A cet élément, se rajouterait la séparation matérialisée par la crête Congo-Nil entre le domaine des sols altérés sur les roches très anciennes de l'Est d'une part, et les sols récents et peu différenciés des versants du Mumirwa et de la plaine de l'Imbo à l'ouest¹. On aurait alors, grossièrement ordonnés d'ouest en est : la plaine de l'Imbo sèche et chaude avec ses sols salins et ses vertisols ; le Mumirwa (en fait, *les Mirwa*) dont l'élément unificateur serait les contraintes imposées par la raideur des pentes ; les hautes terres de la crête Congo-Nil, dont le sommet est encore occupé par la forêt climacique ombrophile, région humide et trop froide pour que les caféiers et les bananiers y occupent une place importante ; les plateaux centraux, fort mal dénommés vu que ce sont les fameuses collines burundaises qui en marquent les traits caractéristiques avec leurs versants souvent convexes et leurs bas-fonds (les "marais") soigneusement cultivés en saison sèche ; et enfin les dépressions orientales à nouveau chaudes et nettement moins arrosées que les plateaux centraux, plaine du Kumoso et vallée de la Malagarazi au sud-est, Bugesera au nord-est.

Mais ce découpage est trop grossier pour rendre compte vraiment de la diversité des paysages agraires. C'est pourquoi, il est nécessaire de dépasser la classification précédente, essentiellement pédoclimatique, et d'introduire quelques éléments relatifs à l'ancienneté du peuplement, à la densité de l'occupation humaine et aux formes de mise en valeur. Au moins sept grands types de paysages agraires pourraient alors être identifiés, beaucoup d'entre eux méritant de surcroît de larges subdivisions :

* L'Imbo tout d'abord, ne présente guère d'ambiguïté quant à ses limites, bien qu'il s'agisse davantage, dans la partie sud, d'un chapelet de petits élargissements côtiers. Mais quel contraste paysager entre les périmètres rizicoles de la plaine de la Ruzizi alternant avec les alignements de maisons des anciens "paysannats" d'une part, et les basses collines et petits périmètres côtiers du sud, où domine le palmier à huile d'autre part ! Et quel paysage singulier que cette savane à *Hyphaene ventricosa*, protégée depuis l'époque coloniale et érigée en Parc

¹ C'est ce qui est proposé dans le manuel **Géographie du Burundi** proposé aux étudiants burundais, (J.E. Bidou, S. Ndayirukiye, J.P. Ndayishimiye et P. Sirven, Hatier, 1991) ainsi que dans **l'Atlas du Burundi** (J. L. Acquier *and co*, Direction scientifique, Association pour l'Atlas du Burundi / Université Bordeaux III, 1979).

National depuis, bien qu'elle soit parcourue en tous sens par les troupeaux transhumants de la plaine de la Ruzizi et leurs bergers !

* En ce qui concerne le Mumirwa, il est vrai que la raideur des pentes lui donne une certaine unité mais le pluriel parfois utilisé (on parle alors *des* Mirwa) évoque bien la forte hétérogénéité interne à cette immense bande de paysages. Le plus connu est celui, caractéristique des pentes surplombant Bujumbura, où les très fortes densités humaines ont conduit à une sorte de fouillis jardiné. Mais en remontant vers le nord, dans les communes de Bubanza et Musigati, certains versants présentent un aspect différent. De nombreux arbres originaires des formations arborées originelles sont encore présents, le plus souvent conservés intentionnellement par les agriculteurs, au moins provisoirement, et témoignent d'un peuplement plus récent, moins dense et d'une artificialisation inachevée du milieu. Plus au nord encore, dans l'extrême Nord-Ouest du pays, on est fortement surpris de découvrir de vastes pans de versants, encore cultivés en essarts, ou plutôt avec la technique de l'abattis-pourrissage, la biomasse coupée à partir des recrûs étant simplement laissée sur place et vouée à la décomposition. Quant à la frange la plus méridionale du Mumirwa, son paysage est partout marqué par la présence du palmier à huile, implantés sur les versants jusqu'à près de 1200 mètres d'altitude.

* Les hauts versants abrupts du Mugamba-nord, eux même surmontés par l'épaisse forêt ombrophile, présentent un parcellaire impressionnant de champs jointifs, souvent allongés dans le sens de la pente et dépourvus d'aménagements en terrasses, jusqu'à la ligne de démarcation, matérialisée par une double rangée de pins et de cyprès, qui indique le début du Parc National de la Kibira. Les habitations sont rarement présentes tout en haut, et c'est pourquoi la plus haute frange de ces versants est souvent dépourvue de bananeraie (le froid y est aussi pour quelque chose, bien sûr, mais ce n'est pas l'unique raison). Peu de café bien sûr et même le vert bleuté du manioc est ici fort peu présent. On y découvre par contre de nombreux champs de blé, et aussi l'éleusine. Que ce soit sur le versant occidental de la chaîne ou de l'autre côté (en redescendant vers les plateaux centraux), les fortes densités et la petite taille des exploitations agricoles ont depuis déjà longtemps sonné le glas des pâturages, quasiment inexistantes ici.

* Les pâturages représentent précisément le trait le plus marquant du Mugamba-sud et d'une bonne partie du Bututsi. L'élevage bovin est encore très présent ici et la récupération minutieuse des déjections animales déposées dans les enclos permet la fertilisation des champs de maïs, haricots et petits pois, le plus souvent conduits en associations, ainsi que des bananeraies de plus en plus présentes en allant vers le sud et en direction des régions voisines. Rien de commun, donc avec les paysages du Mugamba-nord, pourtant regroupés en une même zone écologique dans les manuels de géographie.

* Le paysage "des mille collines" des plateaux centraux est bien sûr dominé par cet élément caractéristique qui compartimente l'espace en multiples petites unités juxtaposées : les collines arrondies, avec leur sommet large et aplati, et leurs versants convexes, aux bas de pente parfois raides et alors séparées l'une de l'autre par de petits bas-fonds étroits et sinueux au fond presque plat, ou alors aux versants à profils presque rectilignes et en pente douce comme c'est souvent le cas au voisinage des très grands "marais" du Buyenzi ; les collines avec leurs grappes de maisons, le plus souvent disposées dans le tiers supérieur des versants ainsi qu'au sommet, mais aussi le long des innombrables sentes qui parcourent chaque petit interfluve secondaire jusqu'à sa jonction avec le bas fond, maisons presque toujours entourées, parfois même noyées, dans les bananeraies, ou encore disposées le long des pistes

caféières isohypses, tracées parfois sur plusieurs niveaux et soulignées dans le paysage par les deux rubans vert foncé des caféières plantées de part et d'autre. En certains endroits très densément peuplés du Buyenzi, par exemple, le paysage apparaît comme très fortement arboré, ce qui n'est pas un paradoxe, car l'arbre et l'arbuste plantés (caféiers, *grevillea*, eucalyptus, *casuarina*, arbres fruitiers et vieux *figus*), ainsi que les bananiers, sont omniprésents du sommet de la colline jusqu'au pied des versants. Parfois le bas du versant échappe encore à cette présence de l'arbre, en particulier dans les régions moins intensément cultivées du sud et de l'est du Kirimiro, et laisse encore voir la couleur bleutée du manioc, celle vert foncé des patates douces ou le vert plus terne des pâturages résiduels, eux même parfois transformés en quasi prés-bois par de petits boisements d'eucalyptus, surtout si la pente y est forte. Ce paysage serait finalement d'une grande uniformité si certaines crêtes rocheuses, formées de quartzites dures, n'émergeaient çà et là des mille collines. Adossées à ces reliefs, certaines "collines" voient ainsi leur sommet se réduire à la partie supérieure d'un interfluve secondaire formant replat à son sommet, mais lui-même dominé par les pentes caillouteuses de la crêtes. C'est sur ces espaces non encore conquis par la bananeraie que s'étalent encore de vastes pâturages, souvent du domaine commun, et de ce simple fait confisqués par l'administration, mis en défens et reboisés. A moins qu'ils ne soient parsemés çà et là de petites parcelles de café en piètre état, mais dont l'emplacement n'est pas étranger, à l'appétit de l'administration en matière d'espaces "vierges".

* Avant de se rendre directement vers les "dépressions orientales", il faut s'arrêter un instant sur les paysages du Sud-Est du Kirimiro, du Buyogoma et même de l'Est du Bweru et du Sud du Bugesera. Dans ces régions, l'espace occupé par les chaînons de montagnes rocheuses et de ce fait assez peu propice à l'installation des gens enlève à la colline topographique une partie de son rôle d'ordonnement du paysage. On remarque bien davantage la large bande horizontale, d'un vert caractéristique, et qui, bien souvent placée à la rupture de pente des versants, convexo-concaves cette fois-ci, marque l'emplacement privilégié des *ruogo* et des bananeraies. Lignes de sources au pied de la partie la plus raide des versants, ou parfois simplement lieux de colluvionnement plus favorables à la mise en culture, expliquent en grande partie cette situation. Si les espaces du dessous, prolongement des bas-versants en pente douce sont progressivement mis en culture et occupés par de nouveaux ménages, parfois jusqu'en bordure des bas-fonds, les versants raides qui dominent le ruban de bananeraie restent le lieu des parcours ou, celui des grands projets de reboisement mis en place par l'administration. Quand les reliefs ne sont pas constitués de roches dures mais plutôt charpentés par des manteaux latéritiques et situés à moins haute altitude, les pouvoirs publics ont parfois incité les familles à venir se regrouper le long des pistes rectilignes que l'on traçait en leur sommet (cas de certains reliefs appalachiens du Bweru et du Bugesera). Les gravillons latéritiques n'étaient pas défavorables au café, disait-on, et ces longs sommets plats en devenaient propices aux projets de "villagisation".

* On retrouve dans les franges périphériques de basse altitude (région du Kumoso, Sud-Est du Bweru et Nord du Bugesera) un milieu chaud et sec, ainsi que des formes de reliefs beaucoup moins vigoureuses : relative platitude du Kumoso, très larges collines aux pentes douces des communes de Bugabira, Busoni dans le Bugesera, collines basses en forme de demi orange aplaties sur les granites de Muramba, au sud-est du Bweru. Mais ici, c'est surtout la moindre densité humaine qui retient l'attention et la présence encore bien visible de vastes espaces de végétation spontanée : savanes arborée ou buissonnante, recrûs arbustifs denses sur les bords des talwegs et des bas-fonds, et enfin de larges marais à papyrus non encore assainis. Pourtant, presque tout l'éventail des cultures est ici pratiqué y compris le café *arabica*

pourtant peu amateur de déficit hydrique, mais à l'exception bien sûr de celles des régions fraîches : thé, blé, petit pois. La bananeraie y est aussi omniprésente.

Un paysage entièrement neuf !

Dans le paysage agraire burundais, tel qu'il nous apparaît aujourd'hui, tout est nouveau, ou presque. Si la forme des collines est tout de même restée la même, leur allure a été profondément transformée à tel point qu'un voyageur non averti qui serait passé sur une colline au début du siècle et y repasserait aujourd'hui à la suite d'un saut temporel de près d'un siècle ne se reconnaîtrait guère dans ce paysage. Pour reconstruire les principales étapes de l'histoire agraire burundaise et tenter de comprendre la genèse de ce paysage, notre point de départ sera le paysage lui-même. Essayons alors de le dépouiller peu à peu de tous ses éléments "modernes" en commençant par les plus récemment ajoutés, puis, remontant ainsi dans le temps, en soulevant progressivement les différentes strates de nouveautés qui semble s'être amoncelées, superposées comme une série de voiles plus ou moins transparents se recouvrant les uns les autres. Un effort d'imagination s'impose. Comment redessiner le paysage d'il y a 30 ou 40 ans, celui du début du XX^e siècle, celui des siècles antérieurs? Car si cet exercice de "déshabillage" progressif du paysage actuel n'est pas chose aisée, imaginer les éléments manquants, ceux qui ont disparu ou régressé, constitue une tâche plus difficile encore.

* Otons d'abord les grands boisements artificiels (eucalyptus, pins, cyprès) qui occupent actuellement de nombreuses crêtes et versants montagneux. La plupart d'entre eux n'ont pas 20 ans d'âge. Qu'y avait-il avant sur ces espaces ? en général de vastes pâturages, parfois des parcours rocaillieux de montagne. Dépouillons ensuite ce paysage de tous les arbres que les agriculteurs ont récemment plantés chez eux, en particulier des *grevillea* si nombreux actuellement sur les collines du Buyenzi surtout (Centre-Nord du pays) mais aussi du Kirimiro, du Bweru et du Bugesera. Il n'y a pas 20 ans que ces arbres occupent une telle place dans le paysage au point de donner à certaines collines, pourtant très densément peuplées, un aspect boisé remarquable. Imaginons les versants et sommets des régions de l'Est, du Sud ou les versants ouest de la crête Congo-Nil dépourvus de ces innombrables minuscules parcelles de café disséminées çà et là dans les pâturages ou ce qu'il en reste, sur les versants les plus abrupts. Soustrayons encore de ce paysage les quelques "tâches" de thé (en altitude) de riz (dans les bas-fonds aménagés à cet effet, ou dans les grands périmètres de la plaine de l'Imbo). Nous voici remontés quelque 20 ou 30 ans en arrière.

* Mais trop de choses encombrant encore ce paysage. Pour remonter plus loin dans le temps, il nous faut désormais le débarrasser de tout ce café, omniprésent dans la plupart des régions du pays et du réseau incroyablement dense de pistes carrossables qui lui sont associées. Effaçons les eucalyptus isolés ou en petits boisements disséminés dans le paysage, les avocatiers, les agrumes, les goyaviers et manguiers introduits à l'époque coloniale, le blé dont les parcelles à maturité donnent un aspect caractéristique à certains versants du Mugamba vers le mois de juin-juillet.

Que reste-t-il dans ce paysage ? Les bananeraies ? Pas davantage car elles constituent, elles aussi, un élément nouveau de ce paysage. Comment imaginer le Burundi sans bananeraies, alors qu'elles dominent largement le paysage actuel en de nombreux endroits, alors qu'elles constituent le pilier de l'économie paysanne et occupent une place de choix dans la culture (et

la tradition serait-on tenté de dire) burundaise ? Et pourtant, à quelques exceptions près (en particulier les régions plus chaudes du Sud-Est et de la dépression du Tanganyika), les paysans burundais ne cultivaient guère le bananier avant le XX^e siècle. Imaginons donc un Burundi dépourvu de bananiers et privé des taros (*Xanthosoma*) qui y prospèrent à l'ombre. Et ce n'est pas tout ! Les champs de manioc et de patate douce qui donnent actuellement à certains pans de colline une couleur bleu-vert caractéristique (manioc) ou vert foncé (pour la patate douce sur colline ou dans les bas-fonds) sont encore en trop. Même si ces cultures étaient pratiquées depuis longtemps dans certaines régions (en particulier l'Imbo et les bas-versants du Mumirwa) la place si importante qu'elles occupent actuellement dans les assolements est aussi récente. Un Burundi pratiquement dépourvu de bananiers et de taro, presque sans manioc ni patates douces : nous sommes au début du siècle.

* Voici donc le paysage burundais dépourvu de ces principaux éléments les plus récents. Que reste-t-il ? Quels étaient les éléments marquants de ce paysage à la fin du XIX^e siècle ? Et que mangeaient les gens puisqu'une bonne partie de la base actuelle de l'alimentation (manioc, patate douce, taro, bière de banane) semblait pratiquement inexistante ? Sorgho, maïs, éleusine et haricot constituaient alors les principales cultures et la base de l'alimentation des Burundais. D'autres plantes étaient cultivées à cette époque, mais en petite quantité : ignames, taro du genre *Colocasia*, haricot du genre *Vigna*, pois congo, voandzou, légumes feuilles, courges et bien sûr les *ficus*, grands arbres à étoffe que tout un chacun plantait à proximité de la maison.

Quant au paysage, il était largement dominé par les pâturages parcourus par des troupeaux de vaches (accompagnées de moutons), et par quelques chèvres. Les terres assolées, généralement regroupées autour des habitations (*rugo*) étaient plutôt situées vers les sommets des collines, ou à mi-pente (à la rupture de pente) des versants abrupts des régions du Nord-Est, de l'Est et du Sud-Est. Le bas des versants et les talwegs étaient encore, du moins pour certains d'entre eux, couverts d'une végétation spontanée arbustive ou même arborée comprenant de grands arbres, vestiges de la végétation originelle (forêt dense ombrophile sur les hauts reliefs de l'Ouest, forêt claire ou savane arborée vers l'Est).

Voici donc dégagés les éléments de base de ce que pouvait être la société agro-pastorale du Burundi avant la période coloniale. Un habitat dispersé entouré de *ficus*, puis des terres assolées où dominent les céréales (maïs, sorgho, éleusine) et les légumineuses (essentiellement les haricots du genre *Phaseolus*), enfin de vastes espaces herbagés et pâturés, et plus loin encore, les vestiges de la végétation arborée originelle dans le fond des talwegs ou sur les crêtes les plus élevées.

* Cette description sommaire reflète-elle ce que pouvait être le Burundi ancien, le Burundi précolonial ? Et pourrait-on faire de cet état des lieux un point de départ, une situation de référence à partir de laquelle le Burundi aurait commencé à évoluer ? Evidemment non. Le système agraire pré-colonial était lui-même assez récent. Haricots (*Phaseolus*) et maïs sont, comme chacun sait, des plantes d'origine américaine. Leur importance dans les assolements précoloniaux au Burundi ne pouvait donc qu'être, elle aussi, le fruit de profondes transformations, leur intégration dans les systèmes de production étant nécessairement postérieure à la rencontre du Nouveau et de l'Ancien Monde.

Nous voilà donc réduits à poursuivre notre exercice de déshabillage progressif du système agraire. Otons maïs et haricots (*Phaseolus*). Que reste-t-il de ce système agraire ainsi dépouillé ? Deux céréales, le sorgho et l'éleusine, quelques légumineuses d'origine africaine

(pois congo, *vigna*, voandzou), des ignames, des courges africaines, quelques feuilles comestibles, du bétail bovin, ovin, caprin, des pâturages, quelques arbres cultivés (les *figus*) et des restes de végétation forestière ou de savane. Tels sont les quelques éléments identifiables d'un système agraire où les plantes américaines étaient inconnues. En tant que formation végétale, la forêt avait depuis longtemps disparu et avec elle les systèmes de culture en essarts (à l'exception de la Kibira, forêt ombrophile de montagne qui recouvrait encore tous les sommets de la crête Congo-Nil).

Majoritairement composé d'éléments nouveaux, rajoutés successivement sur un vieux fond agraire dont il ne reste plus grand chose, le système agraire d'aujourd'hui apparaît ainsi comme éminemment moderne. Tout comme l'ethnicité dans cette région du Monde, il n'a plus grand chose de "naturel" et encore moins "d'originel". Très fortement humanisé au contraire, il est à la fois l'expression visuelle et spatiale du système agraire actuel et aussi le résultat d'une histoire, d'une construction humaine. L'ampleur des changements survenus au XX^e siècle dans les paysages agraires du Burundi est telle qu'elle force la réflexion et impose de comprendre et de trouver un sens à ces transformations récentes. Quant aux transformations anciennes (antérieures à la colonisation), elles ont du également être considérables si l'on en juge par l'importance des plantes d'origine américaine dans les campagnes du XIX^e siècle.

D'un système agraire à l'autre.

Le Burundi aurait ainsi connu deux révolutions agricoles majeures au cours de son histoire, ensembles complexes de transformations simultanées et suffisamment profondes pour faire basculer le pays d'un système agraire à l'autre : deux révolutions agricoles et trois systèmes agraires, si l'on s'en tient à ce qui s'est passé depuis la déforestation et la généralisation des écosystèmes herbagés d'altitude.

La première révolution agricole consiste en la généralisation, aux XVII^e et XVIII^e siècles, du maïs et du haricot (*Phaseolus*) dans les assolements. Aucun doute possible en effet sur l'ampleur des mutations agraires qui ont accompagné l'introduction et le développement de ces plantes, même si le cheminement, le rythme et les modalités de diffusion, d'expérimentation et d'adoption définitive de ces nouvelles cultures restent à élucider. Aucun doute sur l'impact de la généralisation de cette "première saison" agricole de maïs et haricot, sur l'emploi du temps des gens et la quantité de travail consacrée aux travaux des champs, sur la multiplicité des récoltes et la productivité globale du travail, sur la composition des repas et la relative sécurité alimentaire nouvellement acquise. Mais la généralisation d'un système de culture intensif, celui qui voyait se succéder la culture associée du maïs et du haricot en première saison et celle du sorgho en deuxième saison de culture, ne pouvait avoir lieu sans qu'un mécanisme efficace de reproduction de la fertilité, en l'occurrence la récupération des déjections nocturnes du troupeau, n'évolue dans le même sens. C'est ainsi que l'accumulation des bovins, et donc de leurs déjections, s'est trouvée placée au cœur des stratégies paysannes, des pratiques sociales et des rapports de clientélisme qui se nouaient autour de la répartition du capital vif.

Bien que nettement plus efficace à tout point de vue, que celui qui l'avait précédé, le système agraire à deux saisons de culture issu de la révolution agricole des XVII^e et XVIII^e siècles n'en était pas moins consommateur d'espace, du fait précisément de la nécessaire association

de la culture à l'élevage. Victime de son efficacité, de sa capacité à nourrir davantage de monde et de l'expansion du peuplement qu'il contribuait à rendre possible, et atteignant finalement, au rythme de l'expansion territoriale du royaume, les limites des hautes terres favorables à son épanouissement, le système agraire a finalement fait le plein d'hommes et de bétail, au point que ses limites physiques furent finalement atteintes et dépassées. La crise de ce système agraire est déclenchée par la peste bovine de la dernière décennie du siècle qui entraîne un effondrement du bétail et par conséquent à la fois un appauvrissement massif des gens et le tarissement des transferts de fumure animale qui convergeaient anciennement vers les terres cultivées. Bien qu'étrangères aux causes profondes de la crise et à son déclenchement, colonisation étrangère et intégration forcée aux échanges marchands réalisée dans de bien mauvaises conditions ont prolongé la crise bien au-delà de ce qui aurait été possible. Et bien que les éléments d'un système agraire entièrement neuf se mettent déjà en place depuis le début du siècle, il faudra attendre les années cinquante, pour connaître véritablement une sortie de crise, par le haut.

Le nouveau système agraire qui en émerge est basé sur le développement spectaculaire de la bananeraie ainsi que sur l'intensification en travail des systèmes de culture sur les versants et dans les bas-fonds. Contrairement aux transformations agraires des XVII^e et XVIII^e siècles dont la principale conséquence fut l'accroissement de la productivité du travail, la révolution bananière est celle de l'augmentation de la production par unité de surface.

La bananeraie burundaise est aussi unique en son genre, avec sa voisine rwandaise, en matière de gestion de la fertilité. Parce que la récolte est finalement limitée au jus destiné à une consommation fermentée (sous forme de bière), les restitutions organiques sont de ce fait maximales, la quasi-totalité du carbone fixé par la photosynthèse étant restitué au sol. Le fait de ne consommer que le jus du fruit, et de rejeter ainsi les résidus de pressage se traduit bien sûr par une déperdition nutritionnelle, à tel point qu'on a souvent parlé de gâchis alimentaire et regretté que les bananes légumes et les bananes fruits ne soient pas davantage cultivées au Burundi. Mais cette "déperdition alimentaire" n'est qu'apparente. Au-delà de la fraction énergétique consommée sous forme de boisson, au demeurant non négligeable, la bananeraie burundaise produit surtout de la biomasse et, partant de là, constitue le pilier du système de production tout entier. En se substituant progressivement au bétail, en tant que principale richesse des ruraux d'une part, et en raison de sa relative autonomie en matière de reproduction de la fertilité d'autre part, la bananeraie finit par se passer de lui et des pâturages qui lui servait de support. Par ailleurs, la complexification des associations de cultures sur les versants, et la multiplication des cycles de culture dans les anciens marais autorisent une gestion des plus serrée de la ressource et une économie considérable d'espace. C'est pourquoi, et bien qu'une partie croissante des ressources - terre, force de travail et biomasse - ait été consacrée à la culture d'exportation, le café, le système agraire a pu nourrir une population trois fois plus dense que l'ancien mode d'exploitation du milieu.

Il est quelque peu surprenant que l'outillage manuel des agriculteurs, la houe, ait pu traverser deux mille ans d'histoire agraire et surtout deux révolutions agricoles de grande ampleur sans connaître de modification décisive. Car le changement significatif en matière technologique est antérieur ; il a lieu avec la maîtrise de la métallurgie du fer, il y a deux mille ans ou davantage, la généralisation des houes d'origine industrielle ne venant pas modifier fondamentalement la donne même si elle accroît l'efficacité de l'outil. La houe donc, outil par excellence de l'agriculture manuelle africaine, et si souvent associée à la permanence de techniques de culture ancestrales et "archaïques". On peut pourtant affirmer que tout a changé

au Burundi, par deux fois, et de manière radicale, et le même outil, ou presque, loin de se voir peu à peu marginalisé, a été de plus en plus sollicité.

Ce n'est donc pas l'outillage qui a changé mais plutôt le matériel biologique disponible et l'usage qui en était fait. D'abord haricot et maïs, nouvelles plantes pour lesquelles les agriculteurs ont transformé leur ancien calendrier agricole afin de leur ménager une place de choix, étonnant exemple d'innovation paysanne et de parfaite intégration des nouvelles plantes dans les pratiques des agriculteurs. Puis les bananiers, plante connue depuis longtemps dans les environs, mais dont la généralisation n'a eu lieu qu'au XX^e siècle, accompagnée d'un mode de consommation à la fois original et particulièrement économe en matière de fertilité ; les patates douces et le manioc à partir du moment où, le caractère obligatoire de leur mise en culture ayant été aboli à la fin de la période coloniale, la liberté retrouvée permettait d'en intégrer véritablement la culture aux systèmes de production ; et enfin toutes les autres cultures, et les arbres, dont les associations et combinaisons de plus en plus sophistiquées ont conduit à l'érection des jardins vergers étagés et à l'émergence de paysages agroforestiers entièrement nouveaux.

Avec le matériel biologique, c'est aussi le capital des exploitations agricoles qui s'est métamorphosé. Loin de se limiter à l'outillage des agriculteurs, toujours extrêmement réduit, le capital fixe des exploitations a surtout été cristallisé dans sa fraction vivante, le bétail dans un premier temps, la bananeraie et la fertilité accumulée ensuite : vaches et bananiers constituent en effet le seul bien réellement accumulable, et dont l'accumulation détermine, plus que toute autre chose, la productivité du travail et la différenciation paysanne...

Mais cette accumulation de capital-fertilité est aujourd'hui ralentie, entravée de mille manières. Détournement massif de biomasse au profit exclusif de la caféiculture à travers la technique imposée du *mulching*, pénurie de moyens de production, attaques parasitaires incontrôlées, en particulier sur les bananiers et les haricots, système de prix relatifs qui rend inaccessibles engrais et produits phytosanitaires, atteintes répétées et massives au libre accès aux ressources, autant d'obstacles qui rendent de plus en plus difficile la poursuite et l'approfondissement des dynamiques d'intensification en cours depuis les années cinquante. La bananeraie ne suffit plus, sa propre pérennité étant parfois même menacée par l'intensité des prélèvements de biomasse dont elle fait l'objet. D'ailleurs, son extension suffirait-elle ? Bien qu'indispensable à maints égards, en particulier pour produire de la biomasse le plus rapidement possible et ainsi restaurer la fertilité des parcelles les plus déficitaires, il est évident que son extension serait un jour limitée par le marché de la bière de banane, circonscrit au marché intérieur et aux capacités de consommation des paysans eux même. C'est pourquoi la restauration de la fertilité des autres parcelles de l'exploitation, en particulier celles qui sont soumises aux cultures vivrières associées, devra aussi compter sur la mise en place progressive de systèmes arborés à enracinement profond et producteur de biomasse ainsi que sur des sources exogènes d'éléments fertilisants, les engrais chimiques.

Ce qui fait aujourd'hui obstacle à la continuation de ces processus n'est donc pas à rechercher dans les pratiques paysannes elles même - les chemins du futur ont déjà été expérimentés un peu partout, le plus souvent en marge des services de vulgarisation - et la crise ne résulte nullement du dépassement d'un plafond démographique imposé par les capacités productives des systèmes de culture et d'élevage. C'est bien davantage les conditions dans lesquelles les producteurs se trouvent aujourd'hui intégrés aux échanges marchands et les rapports sociaux dans lesquels ils sont impliqués qui limitent la capacité démographique du système agricole.

Tout comme dans la société de l'ancien Burundi, la concentration de la fertilité, son appropriation et sa gestion se trouvent à nouveau au centre des rapports sociaux.

La crise actuelle est donc d'une toute autre nature que celle qui fut déclenchée par la peste bovine de la fin du XIX^e siècle. Et son dépassement exigerait surtout une redéfinition du rôle de l'Etat dans le développement et la remise en cause radicale des rapports que les classes dirigeantes, au travers de l'Etat, ont entretenus avec la paysannerie. De pareilles réformes n'auraient pas pour effet de créer les conditions nécessaires à l'émergence d'un système agraire réellement différent - de quel système pourrait-il bien s'agir ? - mais permettrait simplement de faciliter la poursuite des progrès déjà en cours, la capacité maximale du système agraire n'étant pas encore atteinte, loin de là. Il est en effet certain que les pratiques qui permettraient le dépassement de la crise actuelle sont connues de tous les agriculteurs et ont été expérimentées par beaucoup d'entre eux. Plantations de *grevillea* dans les caféières, complantation caféiers/bananiers, réorientation des flux de biomasse, constitution de jardins-vergers diversifiés et intensifs, associations de cultures complexes conduisant à une quasi-couverture du sol en toute saison, "détournements" des quelques engrais et produits phytosanitaires disponibles vers les cultures vivrières, etc., les agriculteurs n'attendent qu'une chose : qu'on les encourage dans cette voie et qu'on leur donne davantage de moyens pour y parvenir...

Les conditions de la croissance agricole : pour en finir avec Maltus et ... Boserup.

D'innombrables travaux sur le développement de l'agriculture africaine, en particulier à propos du noyau fortement peuplé de la région des Grands Lacs, ne manquent pas de rappeler en introduction les théories développées en leurs temps par ces deux auteurs, comme si la définition d'une problématique de recherche ne pouvait se passer de ces références, ou d'en ériger l'une des deux en modèle interprétatif des transformations observées.

Au Burundi, le courant malthusien et ses développements plus récents ont bien sûr profondément influencé les travaux menés par les Instituts de Recherches, par la Faculté d'Agronomie de l'Université de Bujumbura et par les bureaux d'études nationaux ou étrangers. Son impact a aussi été considérable en ce qu'il a inspiré l'action des pouvoirs publics. En imputant simplement à la diminution du rapport surface/population la paternité de la diminution des pâturages et des jachères, de la régression de l'élevage et de la baisse de la fertilité, de l'aggravation de l'érosion, de la diminution de la taille des exploitations et de leur morcellement, de la déforestation et de la dégradation de l'environnement, on faisait de la "pression démographique" la cause première et le moteur de la crise. Que ces évolutions soient réelles ou seulement décrétées conformément aux fantasmes des intellectuels urbains, la politique à suivre était simple. A défaut d'entreprendre de vigoureuses actions de limitations des naissances, politique entravée par la puissance de l'église, il fallait "lutter" contre l'érosion, "protéger" ce qui restait de la forêt, et reboiser. Les techniques agricoles étant invariablement qualifiées de traditionnelles et archaïques, il fallait en changer, ce qui justifiait le sur-encadrement des producteurs et ses dérives autoritaires. En disqualifiant ainsi les pratiques paysannes, il devenait inutile de les étudier. Ce scénario malthusien a donc eu un effet stérilisateur, sur la recherche scientifique, qui pouvait ainsi se cantonner, et c'était rassurant, dans la recherche de paquets techniques "modernes", à confier ultérieurement aux services de vulgarisation qui en assureraient la diffusion. Le scénario avait aussi d'autres vertus, car il rendait "urgente" la multiplication des projets en tout genre, permettait de

solliciter sans difficulté l'aide internationale et de bénéficier en priorité des effets de sa redistribution.

Mais la crise alimentaire se faisant attendre, et l'évolution de la production vivrière épousant assez bien la courbe démographique, on en vint à douter et à admettre qu'une relation simple pouvait être établie entre croissance démographique et augmentation de la production, cette relation étant parfois appliquée au pied de la lettre lorsque, à défaut de données fiables en provenance du terrain, les statistiques de production étaient revues à la hausse en y appliquant tout bonnement le taux de croissance de ... la population. Le scénario de Boserup était-il le bon ? La multiplication du nombre de cycle de culture sur la même terre, que ce soit sur colline ou dans les bas-fonds, l'intensification en travail des systèmes de culture n'étaient-ils pas le simple fruit de la pression démographique ? Nécessité faisant loi, la pression démographique était porteuse de changement.

Tout comme les thèses d'obédience néomalthusienne, le "modèle de Boserup" n'a pas manqué d'inspirer les décideurs. C'est ainsi que faisant de la "surpopulation" des campagnes un atout, la mobilisation de la main d'oeuvre pour l'investissement-travail fut à la base des "travaux de développement communautaires" encadrés par le parti unique Uprona et organisés pour la lutte anti-érosive, l'éclaircie de la bananeraie, la construction et l'entretien des routes, etc.. Comme il s'agissait de valoriser une main d'oeuvre *a priori* excédentaire et disponible, aucune attention ne fut portée au calendrier de travail des agriculteurs, pourtant déjà surchargés à certaines périodes. Et comme on n'imaginait guère que cette augmentation du temps consacré au travail agricole pouvait avoir lieu au sein même des unités de production paysanne et indépendamment de tout "encadrement", il fallait avoir recours à la mobilisation pour "l'investissement-travail", une réédition en quelque sorte de la "mise au travail" préconisée par les autorités de tutelle à l'époque coloniale. Plus récemment, le discours néolibéral s'est lui aussi emparé des thèses de Boserup. Puisque les populations étaient capables d'intensifier par elles-mêmes les systèmes de culture, on pouvait préconiser un désengagement massif des pouvoirs publics du secteur productif et se contenter de pourvoir au bon fonctionnement du marché. Aux conditions du progrès nécessaires et suffisantes déjà suggérées par E. Boserup, on en rajoutait une troisième : le libre accès des producteurs à un marché débarrassé de toute distorsion, capable d'envoyer divers "signaux" aux agriculteurs et donc de les inciter à réaliser une "allocation optimale des facteurs de production"².

L'histoire du Burundi permettrait sans difficultés d'illustrer tout autant Malthus que Boserup. La crise du système agraire ancien résultait, à n'en pas douter, du franchissement du plafond de capacité de charge, plafond de subsistance que l'on pourrait qualifier de malthusien ; et la courbe démographique ne put guère s'en libérer jusqu'au début des années quarante. Dans une deuxième étape, au contraire, la courbe démographique semble bien s'affranchir des limitations anciennes, et son allure d'un nouveau plafond de subsistance. Bien plus, la production alimentaire augmente effectivement au rythme de l'explosion démographique, la production de café en sus. Et la pression sur les terres n'est bien sûr pas étrangère aux soins accrus que les agriculteurs leur ont apportés...

Finalement, d'inspiration malthusienne ou bien séduit par les hypothèses de Boserup, tout le monde se rejoignait sur ce qui paraissait l'essentiel, à savoir que c'était bien le rapport

² Cette approche est magnifiquement illustrée par M. Tiffen, M. Mortimore et F. Gichuki dans une étude récente financée par la Banque mondiale et consacrée au district de Machakos, au Kenya. Il n'est pas douteux dans ce cas, que la relative proximité du marché de Nairobi ait joué un rôle déterminant dans l'intensification des systèmes de production de cette région.

population/ressources qui était le moteur de l'évolution. Réunies ainsi dans la plus grande simplicité, pour ne pas parler de simplisme, ces références théoriques dispensaient, en quelque sorte, d'aller chercher plus avant et de réfléchir sur la nature réelle des crises, et les moyens à mettre en place pour y faire face.

Enfin, en postulant que les agriculteurs avaient besoins, pour intensifier leurs techniques et produire plus, d'y être contraints par la nécessité, en l'occurrence la pression démographique, et qu'il fallait de surcroît les inciter, les motiver, les mobiliser, on renouait avec l'idée, déjà ancienne, que l'agriculture paysanne ne produisait que le strict minimum à la consommation familiale et que toute recherche d'un surplus lui était étrangère. Les pratiques paysannes n'étaient plus "traditionnelles" et "archaïques" ; on leur découvrait soudain une "rationalité" économique, celle de la "logique d'autosubsistance". Logique qui enfermait les producteurs et entravait l'adoption de l'innovation, celle proposée par les agronomes dans le but d'accroître les rendements. C'est donc cette logique d'autosubsistance qu'il fallait briser. Au bout du chemin, et les projets ayant finalement échoué dans cette tâche, on se tournait vers le marché et ses incitations vertueuses.

Pourtant, l'accumulation a souvent été le moteur des sociétés rurales, quel que soit leur niveau d'équipement et de développement, et la différenciation paysanne le fruit de cet enrichissement inégal. Que cette accumulation concerne les biens dits "de prestige" (bijoux, étoffes, matières rares et précieuses), de simples denrées alimentaires stockées, ou plus généralement des biens directement productifs (bétail, outillage, arbres), et quelle que soit son origine et les modalités de sa concentration, c'est bien la recherche de surplus qui en était à l'origine... Nul besoin de pression démographique ou de signaux du marché pour inciter à produire plus... Au Burundi, c'est bien l'accumulation qui a toujours commandé, plus que toute autre chose la productivité du travail. Mais comme le caractère éminemment productif du bétail a toujours été nié et ce dernier qualifié d'élevage "de prestige", son rôle dans l'accumulation et la dynamique du système agraire fut escamoté. Quant à la bananeraie, capital invisible aux yeux des "développeurs", qui lui aurait attribué un rôle quelconque dans l'intensification des systèmes de production, l'accroissement de la productivité du travail et l'accumulation de biomasse ?

Capital nié ou capital invisible, c'est aussi le caractère différentiel de l'accumulation qui était ignorée, tout comme les rapports sociaux qui y étaient associés. Tous les agriculteurs étaient ainsi logés à la même enseigne, avaient les mêmes intérêts, seulement dictés par le niveau de peuplement atteint. Pourtant, et bien que les régions les plus densément peuplées du Burundi soient aussi, bien sûr, celles où le processus d'intensification est le plus poussé, le contraste est plus important encore entre exploitations d'une même région qu'entre les différentes régions du pays. Ainsi, les exploitations les plus petites et dont le seul mécanisme d'accumulation qui peut être activé est centré sur la bananeraie et les arbres associés sont celles où les jardins vergers sont les plus denses et les plus productifs, à condition que les transferts de fertilité vers le café ne soient pas venus entraver ou mettre un terme à cette évolution. Au contraire, les exploitations disposant de plus grandes surfaces et pouvant encore compter sur un troupeau important sont les mieux placées pour étendre dans de bonnes conditions leur bananeraie, mais conservent encore d'autres systèmes de cultures moins intensifs et pour lesquels c'est la rémunération du travail qui compte le plus.

Comme enfermés dans un espace clos, celui des montagnes qui faisait figure de terres de bonne espérance au regard des régions environnantes, les Burundais sont restés chez eux, tout comme leurs voisins rwandais, accumulant sur place le croît démographique issu de leur

transition démographique. Aux écosystèmes d'altitude à l'origine des fortes densités démographiques précoloniales, sont venues s'ajouter les frontières politiques, rarement franchies à l'exception des départs provoqués vers les territoires britanniques par la pression fiscale coloniale, seule parenthèse migratoire d'importance dans l'histoire du Burundi³. Mais les gens ne partaient pas à l'étranger à la recherche d'un lopin de terre à cultiver. Ils partaient "chercher de l'argent" pour revenir payer l'impôt chez eux et y investir leurs économies en achetant du bétail, en plantant du café ou en constituant un petit fond de commerce. Contrairement à bien des régions du monde, les transferts d'argent en provenance de l'étranger, et qui pourraient maintenir sous perfusion l'économie paysanne, sont ici inexistantes, ceux en provenance de la ville extrêmement réduits par la modicité du développement industriel et urbain et par le caractère cloisonné du marché du travail, en particulier dans la fonction publique dont l'accès est resté pour une large part réservé aux ressortissants des régions proches du pouvoir politique.

Devant le caractère très limité du marché du travail et au regard du coût d'opportunité particulièrement bas de la force de travail familiale, cultiver son jardin était bien la seule voie possible pour l'immense majorité de la population. C'est peut être aussi cette absence d'alternative et l'inexistence de possibilité d'investissement à rentabilité immédiate qui a contribué à rendre possible la constitution de ces jardins-vergers et des paysages agroforestiers dont la rentabilité, elle, était par essence différée. Comme enfermée sur la colline d'origine, et guère tentée par un exode rural sans perspective d'émancipation réelle, toute la force de travail a été consacrée au travail de la terre. Nul doute que cet enfermement territorial ait été source de misère humaine et de désespérance, en particulier chez les jeunes pour qui l'accès à un autre type de travail est plus que jamais désiré. Mais c'est bien cette absence d'alternative et ce coût d'opportunité extrêmement bas qui ont été l'une des conditions nécessaires à l'intensification en travail des systèmes de production et au maintien d'une relative autosuffisance alimentaire.

Une autre condition nécessaire à la lente accumulation de capital-fertilité a aussi consisté, en la relative sécurité de la jouissance foncière. Le rôle de la royauté burundaise dans la stabilité de la société ancienne et dans l'accumulation des excédents démographique avait été suggéré de longue date par Pierre Gourou. En ce qui concerne la "révolution bananière", son avènement n'est pas étranger à la stabilité de la population et à son ancrage territorial, au maintien d'un habitat fondamentalement dispersé et autour duquel a été installée la bananeraie, à l'absence de transfert massif de population ou de réorganisation territoriale autoritaire. Finalement, n'est-ce pas plutôt l'Etat moderne qui, pour la première fois, menace gravement la pérennité de la jouissance foncière, en particulier au nom de la protection de l'environnement ?

Finalement, le développement agricole du Burundi a été peu extraverti et est resté en dépit du développement de la caféiculture, surtout basé sur le marché intérieur, même si celui-ci est resté limité aux produits agricoles, et fort restreint par l'étroitesse des marchés urbains. Protégé par les 1 500 kilomètres de mauvaises routes qui le séparent de l'Océan Indien et par la protection tarifaire, le Burundi a pu maîtriser son intégration aux échanges internationaux et limiter ses effets destructeurs sur le secteur vivrier. Malgré une productivité du travail particulièrement faible, l'agriculture est toujours vivante, et le pays est resté longtemps autosuffisant. La révolution bananière constitue bien un exemple étonnant de développement "endogène", seulement basé sur les ressources locales. Quant au café, nul besoin de réveiller

³ Exception à laquelle il faut rajouter celle, plus récente, liée aux troubles politico-ethniques.

un débat déjà ancien, et dépassé, sur la concurrence cultures vivrières/cultures d'exportation. Le café était sans doute le meilleur vecteur d'intégration aux échanges internationaux. Encore eut-il fallu que l'avantage comparatif certain dont bénéficiait le Burundi ne soit pas fortement réduit par le coût d'opportunité de la biomasse exigée pour le café par la technique imposée du paillage, et ses effets indirects extrêmement graves sur l'économie nationale. Ce n'est donc pas le café lui-même qui est en cause mais les rapports sociaux qui l'ont enfermé dans des choix techniques sans issue.

En partie déconnecté du système de prix mondiaux, mais capable néanmoins de produire du café à l'export, foyer de fortes densités humaines mais privé d'exutoire, le Burundi ressemblerait-il à une île, cette "insularité continentale" ayant été une des clés du maintien de l'autosuffisance alimentaire ? L'expression est trompeuse. En matière d'insularité, une île, une vraie, Haïti, présente de troublantes similitudes avec le Burundi. Reliefs omniprésents et fortes charges humaines, micro-exploitations accrochées sur les pentes, agriculture manuelle et jardinage intensif, les *mornes* de ce pays rappellent bien des aspects des collines burundaises. Mais les similitudes s'arrêtent là. Pour une île, c'en est une, hâtivement et brutalement intégrée aux échanges marchands depuis cinq siècles, soumise pendant longtemps à des rapports sociaux des plus inégalitaires et qui privaient la paysannerie d'une bonne partie des fruits de son travail, confrontée de plein fouet à la concurrence de régions toute proches infiniment plus productives, vidée d'une partie de ses forces vives par la misère et l'attraction irrésistible du vaste marché du travail nord-américain, Haïti a cessé il y a bien longtemps de produire les denrées nécessaires à l'approvisionnement de sa population. Quant aux cultures d'exportations pour lesquelles le pays pouvait conserver un relatif avantage comparatif, leurs productions se sont effondrées. La production fermière de porcs reste un des rares élevages qui pourraient encore être pratiqués par le plus grand nombre, et qui de surcroît utilise des ressources nutritives (mangues pourries, tubercules résiduels, ordures ménagères) dont le coût d'opportunité est très faible. Mais l'arrivée à Port-au-Prince de pleins containers de queue et oreilles de cochons, sous-produits en provenance des abattoirs nord-américains et européens et déversés à bas prix sur les marchés, rend bien aléatoire le maintien et le développement d'une production pourtant extrêmement peu coûteuse. A l'exception des jardins arborés qui constituent le dernier réservoir de fertilité préservée, l'érosion est beaucoup plus dévastatrice dans ce pays si profondément et anciennement intégré aux échanges mondiaux que sur les collines burundaises.